

«GUEULES NOIRES OU GUEULES ROUGES, ON EST DES MINEURS»

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MERCREDI

14

JANVIER

1976

N° 83

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## réaménagement technique . . . . au "centre"

Giscard d'Estaing réunit ce matin son nouveau gouvernement, après l'avoir «réaménagé techniquement», comme il nous l'a plusieurs fois rappelé.

La réunion de ce matin doit préciser les tâches et les orientations précises du nouveau gouvernement. Il n'y a guère de surprise à attendre de ce conseil des ministres ; le fond de la politique anti-ouvrière du gouvernement Chirac demeure, c'est clair.

Il sera simplement renforcé par un flot renouvelé de paroles démagogiques sur la qualité de la vie, l'amélioration des conditions du travail manuel... Démagogie qui s'use : 20 mois de giscardisme, de promesses non tenues en réformes en trompe l'œil, renforcent le rejet par les masses populaires de cette politique dite de «changement». Et le fait par exemple que celui qui ait été choisi pour améliorer les conditions du travail manuel soit Lionel Stoléru, conseiller personnel de Giscard d'Estaing ne peut que renforcer ce rejet. Ce monsieur Stoléru que l'on va encore plus souvent voir à la télévision, s'est consacré depuis longtemps à la recherche de «solutions» pour masquer l'exploitation capitaliste et tempérer la révolte des travailleurs. Ces solutions qu'il préconise et qu'il a consignées dans tout un livre au lendemain de la victoire de Giscard aux présidentielles, en disent long sur ses intentions : on y lit par exemple que le minimum vital pour une famille avec 2 enfants doit être fixé à... 1 400 F, tandis que le plein emploi ne peut être réalisé, à moins de le redéfinir et d'y inclure des périodes de chômage partiel s'étalant tout au long de l'année. Tout un programme !

Mais au-delà même de l'approfondissement de quelques thèmes démagogiques, ce que le gouvernement ne discutera sans doute pas, c'est la signification politique du «remaniement technique». A un peu plus d'un an des prochaines échéances électorales (municipales), à deux ans minimum des élections législatives, la nécessité pour Giscard d'accentuer en sa faveur le rapport de force de la «majorité» qui le soutient se fait plus urgente. L'opération de laminage de l'UDR entreprise dès mai 74, a été stoppée par Chirac, et l'équilibre des forces au sein de cette «majorité» bloque de toute évidence l'évolution que Giscard voulait donner à sa politique (construction de l'Europe, rapport avec les USA...). L'élection de Servan Schreiber contre un UDR à la présidence du conseil régional de Lorraine, dessinait déjà des affrontements plus poussés entre UDR et une coalition «centriste» - «Républicains Indépendants». La nomination comme ministre d'Etat, à l'égal de Poniatowski, du centriste Lecanuet, revalorise ce «centre» qui avait connu jusqu'à présent plus d'échecs que de succès, peut-être dans le but de favoriser cette fameuse «fédération des centres» dont giscardiens et centristes parlent depuis cinq ans. Ainsi s'achemine-t-on sans doute dans les mois qui viennent vers des affrontements sévères entre les deux clans rivaux de la «majorité». Signe supplémentaire des difficultés pour la bourgeoisie à gouverner comme avant !

Sans s'attarder à ces querelles, les travailleurs y verront un encouragement de plus à faire payer la crise à cette bourgeoisie.

## la grève à la RATP : "NOUS ARRIVERONS EN RETARD , ET ALORS !"

«Un train sur quatre sur les lignes parisiennes, pratiquement point sur les RER et la ligne de Sceaux, assez peu de bus sur tous les réseaux... La circulation automobile n'est pas particulièrement dense dans les rues de Paris, ce qui prouverait que beaucoup de banlieusards ont renoncé à se rendre à leur travail...» C'est à peu près les informations que donnait hier matin le radio. voir page 5

## La Palestine à l'ONU

un droit reconnu, une voix qu'on veut étouffer

Au cours du vote où a été prise la décision définitive d'inviter l'Organisation de Libération de la Palestine au Conseil de Sécurité de l'ONU, seuls les Etats-Unis ont voté non. Cependant notre gouvernement, ainsi que celui de la Grande-Bretagne et de l'Italie, s'étaient abstenus, alléguant certaines raisons fort proches de celles des USA, et qui reviennent à mettre en cause, en dernière analyse, la représentativité de l'OLP.

En invitant l'OLP à participer à ses débats, le Conseil de Sécurité n'a commis d'injustice envers personne et n'a fait que s'incliner devant une réalité imposée par la lutte de tout un peuple : oui, le peuple palestinien existe. Non, il n'est plus possible de le méconnaître, comme l'ONU l'avait fait en 1947, en attribuant une partie de son territoire aux colons sionistes, sans même lui demander son avis.

C'est ce qu'a rappelé le représentant de l'OLP, indiquant que les Nations Unies devaient «reconnaître les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien», condamnant «l'agression raciste et colonialiste du sionisme». Il a rejeté catégoriquement toute reconnaissance par

la Résistance des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité, «par ce qu'elles camouflent le problème fondamental du conflit du Proche Orient, c'est-à-dire la question palestinienne».

Ainsi a été rappelé une fois de plus, dans une instance internationale, ce qui fait le fonds de la position du peuple palestinien : son droit à rentrer dans sa patrie, à y bâtir une société démocratique, où chrétiens, juifs et musulmans pourront vivre en paix.

suite page 8

## CONFÉRENCE DE L'O.U.A. SUR L'ANGOLA : ÉCHEC les pays africains restent divisés

Malgré les efforts effectués au cours de la nuit en vue de trouver une solution de compromis, le sommet d'Addis Abeba de l'Organisation de l'Unité Africaine s'est soldé sur un échec, les représentants des 46 pays membres ayant «renvoyé l'examen de la situation angolaise au bureau de l'organisation», mardi à 13 H.

On se souvient que deux thèses étaient en présence, l'une favorable à la reconnaissance du gouvernement mis en place

par le seul MPLA, l'autre réclamant la fin de toute intervention étrangère, y compris celle de l'URSS. Ces positions se partageant à parts égales les pays africains, la solution de compromis proposée la veille par le président de la Zambie, Kenneth Kaunda, n'a pas réussi à réaliser l'unité des participants.

Ainsi, les interventions soviétique et occidentale en Angola, en même temps qu'elles causent la guerre civile dans ce pays, en viennent à diviser gravement l'Afrique.

(voir page 8 des extraits de l'intervention du président de la Zambie)

## DANS MADRID EN GREVE : HEURTS VIOLENTS AVEC LA POLICE



voir page 8



**la vie du journal**

**QUAND LES LECTEURS PRENNENT EN MAIN L'AMÉLIORATION DU JOURNAL**

«Une première victoire, c'est que le Quotidien paraisse, la seconde, et la plus importante, sera qu'il devienne vraiment le Quotidien du Peuple». Et cette victoire ne sera possible que si chaque lecteur prend en mains l'amélioration de son journal en nous aidant, par ses critiques et ses suggestions, à faire le point. Voilà ce que nous disions dans notre appel du 11/12 janvier. Aujourd'hui, nous arrivent déjà les premiers éléments d'un débat qu'il s'agit maintenant d'organiser dans le cadre de cette page, votre page. Les lettres que nous publions dans ce numéro soulignent déjà sur un certain nombre de points limités des insuffisances du quotidien. Nous préférons aujourd'hui les publier sans commentaires : -Pourquoi ?

- parce que nous n'avons pas la solution toute prête aux problèmes posés.
- parce que nous voulons que le débat important que nous engageons ne se déroule pas seulement entre chaque lecteur et groupe de lecteurs et les journalistes.

Nous voulons que le dialogue s'instaure aussi entre les lecteurs. A vous camarades, de répondre aux lecteurs d'Orléans, de Nanterre. N'hésitez pas à nous envoyer les critiques et les suggestions les plus précises possibles. Par exemple, qu'entendent ces camarades par «le style stéréotypé quand on parle du révisionnisme» ? Il aurait été bien qu'ils donnent d'autres exemples. Qu'entendent-ils par «de véritables explications» ? C'est cette précision dans la critique qui permet d'avancer

A propos de l'article sur Marchais, paru dans le QdP du 9 janvier : Nous avons été déçus, car nous nous attendions à autre chose, d'autant que la veille quelques camarades avaient longuement discuté de l'intervention de Marchais. On a retrouvé dans cet article le style stéréotypé adopté dans le Quotidien lorsqu'on parle du révisionnisme.

Revenons à Marchais : on n'a pas mis en relief les propos échangés avec les révisionnistes italiens, et quel dommage ! On s'attendait à un article moins banal, plus virulent, avec de vraies explications sur le révisionnisme, fait sur un style ironique, avec de l'humour.

Dans le Quotidien du 9/1/76 : critique d'une émission de télé sur le chômage. Cette critique n'est pas claire pour ceux qui

n'ont pas vu l'émission. Tout semble mélangé : on ne voit pas exactement ce qui était dans le film et les critiques que le QdP lui adresse.

Quant aux informations brèves, les transmettre tel quel. Pourquoi vouloir essayer de l'analyser quand on n'en a pas les moyens ?

Eviter les fins d'article triomphalistes, où, après trois lignes d'information sur Arias Navarro, on subit la traditionnelle conclusion : «Mais le peuple espagnol saura distinguer ses ennemis...».

Eviter les confusions comme dans l'article sur Esswein Thomson du 8 janvier. Dans le titre, on met qu'une manifestation a eu lieu, et à la fin de l'article, on nous annonce qu'elle aura lieu ! Que comprendre ?

Le courrier redevient intéressant.

Les articles de politique internationale témoignent d'un bel effort pour sortir du style sec et ordinaire. Bravo en particulier à l'article de Grégoire Carrat «Les enfants nus d'un peuple en armes».

L'article des immigrés fait par les belges était très bien. Celui sur la médecine également. L'article sur les «boues jaunes» est bon parce qu'il parle de l'alliance entre les pêcheurs et les travailleurs, parce qu'il donne une explication politique de la pollution (ce qui nous démarque bien des autres journaux). Les références à la Chine auraient été plus appréciées et utiles à ce propos, vu le nombre d'exemples en Chine où ce problème est posé et résolu, plutôt que les poèmes de Mao.

Orléans :

discussion entre camarades

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition



mai 68 - Les étudiants brandissant des mains frelées des étudiants le drapeau rouge de la révolution

1976	mai					le quotidien du peuple
<b>lun</b>	3	10	17	24	31	
<b>mar</b>	4	11	18	25		
<b>mer</b>	5	12	19	26		
<b>jeu</b>	6	13	20	27		
<b>ven</b>	7	14	21	28		
<b>sam</b>	1	8	15	22	29	
<b>dim</b>	2	9	16	23	30	

© 1976 - Tous droits réservés. Toute réimpression ou utilisation sans autorisation est formellement interdite. Toute réimpression ou utilisation sans autorisation est formellement interdite. Toute réimpression ou utilisation sans autorisation est formellement interdite.

**Pour un Quotidien du Peuple grand format !**

Un petit mot à propos du projet de 12 pages : comme le disait le lecteur dans une lettre publiée la semaine dernière dans le QdP, je pense qu'il serait préférable de sortir le QdP en grand format, tout d'abord parce que, comme le disait ce camarade, cela permettrait de le mettre plus en valeur dans les kiosques, mais aussi parce que cela permettrait d'améliorer encore, et surtout d'aérer la présentation et de mettre plus en valeur les différents articles. La présentation actuelle fait vraiment trop touffue, c'est très caractéristique dans le n° 80 de samedi qui est, par ailleurs, excellent quant au fond.

**la sélection télé en question**

«Trois mois de lutte dans le pays de Cornouaille chez Jaouen (Combrit)» me semble bien la meilleure page du Quotidien du Peuple depuis sa parution ! La présentation était très réussie (avec photos et encarts), la rédaction était très attrayante : on se sent vraiment concerné par cette lutte.

Malheureusement, dans ce même numéro du samedi - dimanche 3-4, la rubrique TV est déplorable. Je veux parler de «notre sélection» : on croirait lire n'importe quelle critique bourgeoise. On n'observe plus aucun recul par rapport à la nature des émissions en question ! On n'a donc rien à dire sur le comique et

son rôle dans la société bourgeoise, pourquoi ne pas analyser le mime Marceau en parlant de sa technique, éprouvée certes, mais aussi de son esthétisme. Pourquoi ne pas essayer de situer le rôle démobilisateur de telles émissions qui coupent les téléspectateurs de la réalité ?

Ne trouvez-vous pas qu'il serait intéressant de critiquer des gens comme Coluche : en montrant le caractère ambigu de son comique : populiste avant d'être populaire, car s'appuyant souvent sur les idées fausses des masses. Par la caricature des préjugés, d'idées reçues (racisme, etc...) ne contribue-t-il pas à en assurer encore davantage la diffusion ?

**GAGNONS LA BATAILLE DE LA DIFFUSION**

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie .....  
(nom précis de la librairie)

au kiosque .....  
de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville .....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt .....(nombre)

**communiqués**

Paris

Orléans

**6 HEURES CONTRE LA RÉPRESSION**

du Comité contre la Répression de Jussieu  
Mercredi 14 janvier  
12 H - Amphi 34  
Jussieu

Nous vous demandons d'annoncer dans le Quotidien du Peuple les deux réunions suivantes, sur la situation actuelle au Tchad :

- Mercredi 14 janvier, à 20 h 45, au Centre Culturel de Saint-Jean de Braye (45).
- Vendredi 16 janvier, à 20 h 45, à la maison des Jeunes et de la Culture Saint-Marceau, 2, rue des Tulipes à Orléans,

Au cours de ces réunions sera présenté le film «Frolinat, lutte populaire armée au cœur de l'Afrique». Suivra un débat sur les événements actuels.

Groupe d'Information sur le Tchad

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 225 75 924 Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP  
Commission Paritaire 56 942

**SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

je donne

10 F    50 F    100 F    F

Nom .....  
Profession.....  
Adresse.....

Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

**JE M'ABONNE**

250 F    1 AN  
150 F    6 MOIS  
80 F    3 MOIS  
30 F    1 MOIS

Nom.....  
Profession.....  
Adresse.....

Envoyez à :  
le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL**

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 Paris de 8h30 à 13h



# "gueules noires ou gueules rouges, on est des mineurs"



Le 31 juillet 75, il restait en Lorraine 8821 mineurs de fer, en 63 à l'époque de la grande grève de Trieux, il y en avait 21 000. Dans le même temps, la production ne baissait que de 2,4 millions de tonnes. En clair, le rendement par homme et par jour, passait de 14 tonnes à 36 ! Près de trois fois plus ! Le 13 février 63, Bigas, directeur des mines de Wendel déclarait aux mineurs : «l'avenir du bassin, ça ne vous regarde pas, c'est notre affaire ; charbonnier est maître chez lui». Marchand de fer aussi ! Les menaces de licenciements et de fermetures se précisaient : un mois, jour pour jour,

après cette provocation, le 13 mars, 380 voitures et autocars amenaient 3 000 mineurs de fer lorrains aux alentours du ministère de l'industrie à Paris. C'était le début de la riposte à la restructuration des mines de fer. Aujourd'hui 12 ans après l'occupation du fond à Trieux, alors que l'émancipation des pays du Tiers-Monde et leur juste lutte pour obtenir un meilleur prix de leurs matières premières gêne les patrons de la sidérurgie, véritables pilliers des minerais de fer mauritanien et vénézuélien, de nouvelles perspectives apparaissent.

Bien que l'extraction du fer soit différente de l'extraction du charbon, bien que les mines de charbon soient nationalisées, au «trou», l'exploitation est la même, au jour, les décors se ressemblent. A Trieux comme à Liévin, dans les coronas comme dans les cités, c'est le capitalisme qui écrase, qui exploite, qui parque. Rien ne ressemble plus à un coron qu'une cité de Tucquenieux ou de Piennes. Dans les charbonnages ou à Trieux, que le capital soit nationalisé ou pas, les mineurs accusent. A Thil, dans le bassin de Longwy, j'ai rencontré un des 20 000 mineurs «reconvertis» il m'a raconté son travail, ses craintes, ses luttes. Aujourd'hui, il travaille au Luxembourg, déchu de la nationalité française à cause de sa combativité, il se retrouve à l'écart des luttes ; sa femme préfère qu'il ne redescende plus, pour autant, c'est avec

nostalgie qu'ils en parlent.

«Tout a changé, même lors de la Sainte Barbe, on s'est rendu compte que la reconversion a détruit beaucoup de chose. L'ambiance au pays n'est plus la même. Faut dire qu'il reste plus beaucoup de mineurs. Tu vois dans les mines de fer, c'est pas comme au charbon, il y a pas le même boulot, pas les mêmes risques et pourtant, gueules noires ou gueules rouges, on est des mineurs. Dans nos mines, il n'y a pas de grisou, mais j'ai ressenti deux copains gazés. Maintenant on tire au nitrate fuel, alors avec les fumées des engins qui marchent au diesel, ça dégage des gaz du tonnerre ; c'est comme ça qu'il y en a qui s'intoxiquent. A la mine, il y avait «une boîte à suggestions», j'avais proposé qu'on fore des cheminées depuis la surface pour que ça fasse un appel d'air et que les gaz s'évacuent ; j'avais même

baptisé ça des orgues de Staline ; les patrons n'ont pas voulu, sous prétexte que c'était trop cher». Sa femme explique l'angoisse des familles quand la sirène retentit : «Dès qu'on entendait la sirène, on venait toutes avec les gosses attendre au carreau, au début c'était les éboulements qu'on craignait le plus, après, il y a eu le nitrate fuel...»

Dans les mines de fer aussi, il y a une médecine du travail. A Trieux, des mineurs m'ont raconté comment cette médecine là était celle des patrons. Quand un jeune médecin essaye de faire son métier honnêtement les ingénieurs viennent l'engueuler. Un ancien mineur reconverti dans la sidérurgie expliquait la différence entre les maladies des mineurs de charbon et des mineurs de fer : «Ce qu'on attrape après plusieurs années de fond, c'est la sidérose ; ce sont les particu-

les de fer en suspension dans les poumons, l'organisme réagit et produit des anticorps, il se forme alors des pustules. Certains mineurs ont aussi la silicose ce sont ceux qui travaillent dans les couches silicieuses (les couches jaunes ou rouges sont calcaires, les couches noires ou vertes, plus profondes sont silicieuses). La sidérose n'est pas reconnue comme une maladie professionnelle. Moi, ils veulent m'envoyer à Brabois passer des examens, je les ai envoyés ballader, j'ai pas envie qu'ils m'enfoncent des tuyaux partout pour entendre après que c'est de la nicotine. De toute façon, tu peux aller voir le plus grand spécialiste du monde, ce qu'il dira n'a aucun poids à côté de l'avis du mécanicien de la caisse de la mine». Gueules noires ou gueules rouges, capital nationalisé ou pas, les mineurs subissent l'exploitation féroce des capitalistes.

## Le bassin ferrifère lorrain : loin d'être épuisé

Les réserves du bassin avaient été évaluées, en 1965 à 6 milliards 44 millions de tonnes de minerai titrant plus de 28% de fer et 856 millions de tonnes d'une teneur de 17 à 28% sans tenir compte de la ceinture autour de Metz, des Monts de l'Argonne... Plus d'un siècle de réserves.

Le plus souvent, le minerai n'est pas bien profond : dans le bassin de Longwy on en trouve à ciel ouvert, dans l'ensemble, les moyennes varient entre 80 et 150 mètres de profondeur, et cela sur une surface de 1150 kms<sup>2</sup>. En 1961, la Lorraine produisait 59% de la fonte et de l'acier français. Beaucoup de chiffres, certes, mais la preuve que si les patrons ont fermé les puits, ça n'est pas faute de minerai à extraire mais bien la conséquence de la stratégie impérialiste des maîtres de forges. En Mauritanie, le minerai titre 65% à ciel ouvert. Quand Mermoz survolait la Mauritanie, la boussole de son avion s'affolait au dessus de certaines collines. Et ce n'est pas seulement le fait que la teneur du minerai soit forte qui intéresse les capitalistes, mais aussi la main-d'œuvre bon marché. En 67, des dizaines de mineurs mauritaniens en grève étaient assassinés !!! L'impérialisme, «pieuve à deux tentacules», ferme les mines en Lorraine et surexploite en Mauritanie. C'est là qu'il faut chercher l'origine de la sidérurgie sur l'eau, de Fos sur Mer.

# la récession et la grande lutte de Trieux

En douze ans, les capitalistes lorrains ont licencié près de 20 000 mineurs. Des cités entières se sont dépeuplées, une partie importante de la population minière devait s'exiler. La première mine à fermer fut la mine d'Aubrives à Villerupt. A l'époque les patrons avaient présenté ça comme un accident ; les 180 mineurs occupèrent le puits durant 19 jours, et quand Aubrives ferma, on savait, on sentait dans les cités que ce n'était que le premier acte des plans des barons de l'acier et des mines marchandes. De la mine d'Aubrives à l'usine Aubrives Pont à Mousson il n'y avait que la route à traverser ; rien d'autre que la rentabilisation à l'extrême ne pouvait expliquer une telle liquidation. En effet les patrons avaient prévu de se tourner vers les minerais exotiques et de n'exploiter que les couches les plus riches en Lorraine, tout en augmentant la productivité.

rière soi, c'est laisser les copains et l'ambiance ; se former c'est se détourner du métier de mineur, de notre métier ». Contre les restructurations capitalistes minières, la voie avait été tracée par les mineurs de Trieux !

### DANS TOUTES LES MÉMOIRES, LA GRÈVE DE TRIEUX

En février, mars 63, les mineurs de charbon et de fer entraient en grève en même temps. Les journaux affirmaient qu'il s'agissait pour les mineurs de fer d'une action de solidarité avec ceux des Houillères. En fait, après les fermetures de Aubrives et de la Mourière tous savaient que leur emploi était menacé, que les patrons préparaient quelque chose. En mars encore, ce furent 3000 mineurs de fer qui manifestèrent à Paris. C'était sûr des mines allaient fermer.

Et le 11 octobre, la nouvelle arrivait, elle devait faire l'effet d'une bombe : le puits de Sancy à Trieux qui était propriété de Roland Labbé (Lorraine Escaut) licenciait 258 travailleurs, soit la moitié du personnel. Le puits de

Sancy, créé en 1903 et exploité depuis 1907 possédait pourtant un concasseur au fond, une grande concession et des réserves ; l'argument des patrons était la baisse des commandes. Les patrons de la sidérurgie se renouvellent peu de nos jours, c'est toujours la même

jours et 79 nuits. Rapidement, l'occupation s'organisait ; les femmes y prenaient une part active, préparant les repas, faisant des collectes, développant le soutien. Toute la corporation des mineurs allait appuyer la lutte. De toutes les mines, des charbonnages de l'Est

bien toute la classe ouvrière de France.

Un mineur se souvenait avec émotion : «tous les jours, des camions entiers arrivaient, les paysans ont eux aussi montré leur solidarité. Et il n'y avait pas que la nourriture et les vêtements, on recevait aussi des dizaines de millions collectés par les travailleurs de partout pour nous permettre de résister ; cette année-là, les gosses ont eu leur plus beau Noël, ils ont été gâtés par le peuple, et nous au fond, on avait chaud au cœur, autour du sapin qu'on s'était fait !»

Cette nuit de Noël passée au fond est restée gravée dans toutes les mémoires. Les jeunes aussi se souviennent ; ils allaient aux manifestations avec leurs mères. Pendant l'occupation, une marche fut organisée : de Trieux à Metz, soit une distance de 43 kms à pied. Là encore, les femmes ont participé massivement, au fur et à mesure que le cortège avançait, il grossissait et grossissait. Formé par quelques centaines de travailleurs à Trieux, il devait compter plusieurs milliers de personnes à Metz.

Au fond, la vie s'organisait ; des équipes de nettoyage, d'hygiène étaient formées, les loisirs s'organisaient ; c'est ainsi que fut créé le chant de la corporation, qui fut chanté souvent par la suite et récemment encore au Tribunal Populaire de Liévin, c'est en le chantant que les sidérurgistes et les mineurs lorrains étaient arrivés. Durant les 79 jours qu'a duré la lutte, la combativité n'a pas baissé.

Pourtant, le 31 décembre, la lutte finissait ; de nos jours, les responsables de la Fédération CGT du sous sol lorrain affirment que c'était parce que les patrons voulaient fermer et qu'il ne fallait pas qu'ils en donnent la faute aux mineurs ! Triste argument quand on sait ce que lâchèrent les patrons : chaque mineur devait être reclassé, son salaire garanti pendant un an à 90% ; son ancienneté conservée et son transport gratuit ! Quelle amertume pour bien des mineurs quand ils repensent à cette lutte, à tant de sacrifices et cela pour qu'à tous on dise : reclassement, salaire garanti, stage de formation.

### LE CHANT DE LA CORPORATION COMPOSE AU FOND PENDANT LA GRÈVE

C'était hier le meeting des mineurs  
Rassemblement de tous ces braves gens  
Ils sont venus de toute la Lorraine  
Pour protester contre les licenciements

Le défilé d'une ampleur remarquable  
Tous rassemblés devant le monument  
On y brûle les lettres de menaces  
Que les patrons nous avaient envoyées

Pauvre mineur c'est toujours toi qui trinques  
C'est toi qu'on brime, qu'on presse comme un citron  
Mais aujourd'hui il faut que cela cesse  
Voilà pourquoi nous occupons le fond

rengeine ! Le samedi 12 octobre, lendemain de l'annonce des licenciements, une manifestation réunissait les mineurs devant la mairie, le dimanche la décision d'occuper était prise dans le plus grand secret ; le lundi 1<sup>er</sup> octobre les mineurs occupaient le fond. Ils allaient y rester 79

et du Nord les témoignages de soutien arrivaient. Bientôt, la solidarité dépassait le cadre de la corporation ; les sidérurgistes débrayaient et répondaient massivement aux appels des mineurs ; ce n'était plus la Lorraine et les mineurs seulement qui se sentaient concernés mais



## Janvier : mois du blanc ? les textiles augmentent

Les hausses du dernier samedi, publiées par le « bulletin officiel des services et des prix du ministère des finances », touchent particulièrement les textiles : entre 2 et 6% sur les articles de confection, de 5 à 9% pour les tissus à base de laine, de 5 à 8% sur les fils à tricoter. Augmentation aussi pour les revêtements de sol, les teintures, les jeux et jouets, les pièces automobiles, l'outillage à main...

### LES « ACCIDENTS » DANS LA SIDÉRURGIE LORRAINE

Le 3 janvier, cinq ouvriers travaillant dans l'enceinte de la division des hauts-fourneaux de Patural, à Hayange, ont été grièvement brûlés par le débordement d'eau bouillante par-dessus le mur d'une cuve à granulation de laitier.

Samedi dernier, un père de huit enfants a été écrasé par une lingotière. Il remorquait avec son engin un train de wagons destiné à recevoir des lingotières. Arrivé près du lieu de chargement, le locotracteur a percuté une lingotière suspendue à un pont roulant. Il a été tué sur le coup par sa cabine réduite à l'état de ferraille.

En décembre de l'année dernière, trois travailleurs étaient morts, écrasés par l'effondrement d'une cheminée à Rombas. La cause de ces accidents : le rendement, la soif de profit, la politique de chômage partiel, dit « conjoncturel ». Le plus cynique vient du patronat de la sidérurgie, qui ose publier dans le Républicain Lorrain, des informations selon lesquelles le taux d'absentéisme chez les ouvriers « risquerait de désorganiser les équipes au point de ne plus pouvoir faire tourner les usines ».

Correspondant Florange

### MANIFESTATION A DIJON CONTRE DUPUY DE MERY

Vendredi 9, le sergent Dupuy de Méry, fasciste notoire était à Dijon pour un meeting « contre la subversion dans l'armée » où s'est réunie toute la fine fleur des minets dijonnais encadrés par l'inévitable service d'ordre de gros bras et autres nazillons.

Devant cette grossière provocation où les fascistes montrent leur nez, il était nécessaire de réagir à un moment où les groupes d'extrême-droite se réorganisent à Dijon : attaque de l'UL, CFDT pendant la grève des travailleurs de Hoover, lettre de menaces à des syndicalistes... Il était nécessaire de montrer aux travailleurs que Dupuy à Dijon, c'est surtout la politique d'ensemble de Giscard qui envoie ses flics à chaque fois que la classe ouvrière lutte pour ses revendications.

Vendredi soir, c'était donc un cortège très militant - environ 200 personnes - qui a défilé pendant une heure et demie à l'appel du PCR (ml), de l'UCF ml, de Révolution et d'autres organisations aux mots d'ordre de : « Libérez les emprisonnés - Dupuy fasciste, Giscard complice - Armée bourgeoise, non ! Armée du peuple, oui ! »

Correspondant Dijon

## assemblée générale du CNPF :

# Chotard recommande la fermeté

Le Conseil National du Patronat Français, le syndicat des exploités, ouvrirait hier son assemblée générale et procéderait à l'élection de son conseil exécutif et définirait les grandes orientations du patronat pour les trois années à venir. Ceyrac était réélu président, tandis que le baron belge Empain et Bidegain étaient promus vice-présidents. Le baron Empain doit sa promotion à son poids économique et à l'importance stratégique de ses entreprises : il est PDG du groupe Empain-Schneider qui a l'exclusivité de la construction des centrales nucléaires par l'intermédiaire de ses filiales Creusot-Loire et Framatome.

«...Débloquer le droit au licenciement pour favoriser l'embauche» a demandé Ceyrac. Il fallait y penser : plus les patrons pourront licencier et plus ils pourront embaucher. Les patrons veulent une rotation plus rapide des ouvriers, pouvoir les licencier et les embaucher quand ils en ont besoin, se débarrasser des gêneurs ou de ceux qui ne peuvent pas ou ne peuvent plus tenir les cadences, jeter la main-d'œuvre usée pour exploiter les jeunes.

A quelques détails près, les patrons voudraient pouvoir tous se comporter comme des patrons de boîtes intermédiaires.

Bidegain, symbolise dans le CNPF « l'ouverture », « le modernisme ». Au-delà de cette image de marque d'organisation tournée vers l'avenir que

tente de se donner le CNPF, en s'adjoignant Bidegain, il compte aussi sur lui pour aider le patronat à mener la restructuration. Bidegain dans ce domaine a fait ses preuves, patron de la chaussure, il a restructuré en rachetant certaines entreprises et surtout en licenciant à Salamander, par exemple.

Le rapport de Ferry, patron de la sidérurgie, une des branches les plus touchées par la récession, réclame un taux de croissance supérieur à 5%, afin de limiter l'augmentation du chômage et surtout d'améliorer les profits. Un tel taux permettrait, estiment les patrons, de créer 100 000 à 200 000 emplois par an, c'est-à-dire qu'il ne permettrait même pas d'offrir des emplois à tous les jeunes arrivant sur le marché du travail... Pour parvenir à ce taux de croissance, les patrons préconisent la police des salaires.

Pour Chotard, le maintien du pouvoir d'achat ne pourra être que difficilement garanti, et les travailleurs devront modérer leurs revendications salariales. En clair, c'est l'annonce d'une dégradation du pouvoir d'achat. Ceci promet de la part des patrons une fermeté accrue dans les conflits, car les travailleurs ne se laisseront pas abuser par la concertation. On ne voit pas en quoi c'est différent de ce que le gouvernement veut imposer. Fourcade ne cesse d'accuser les travailleurs d'être responsables de l'inflation,

par l'augmentation de leurs salaires. C'est au contraire à un renforcement de la collaboration patronat - gouvernement que nous assistons, comme le montrent les atteintes aux libertés syndicales et au droit de grève, en particulier les arrestations et les emprisonnements de syndicalistes, et l'aval donné par Durafour aux licenciements de militants syndicaux.

La presse bourgeoise fait pourtant grand cas d'une prétendue grogne des patrons contre le gouvernement, citant certaines déclarations de dirigeants du CNPF, et notamment celles de Ferry et d'Ambroise Roux qui se plaignent de certains projets gouvernementaux notamment du Plan Suredreau... Cette présentation des choses n'est pas très nouvelle. Elle permet

de donner l'illusion d'un gouvernement arbitre entre les exigences contradictoires des patrons et des travailleurs.

Les propositions de Suredreau concernant la co-surveillance visent à une représentation minoritaire des salariés au sein du conseil d'administration, afin de participer aux décisions de l'entreprise. Le CNPF qui ne se fait pas les mêmes illusions que Suredreau sur le succès de cette formule auprès des travailleurs, la récuse et préfère mettre en avant « de nouvelles formes de concertation » au sein des comités d'entreprise. L'écart entre les positions gouvernementales et patronales est donc assez mince, le but est le même : enluer les travailleurs dans la collaboration de classe ; ne diffère que l'appât utilisé.



Ceyrac, réélu chef des patrons. Son programme : « il faut débloquer le droit au licenciement... pour embaucher » !

# 'histoire, vieille taupe, tu as fait du bon travail'

par la troupe «Z» - Cartoucherie de Vincennes

La petite vis de la culture dans le grand mécanisme de la révolution



Tous renseignements, Troupe Z, au Théâtre de l'Aspiration, tél. 800 99 61  
CARTOUCHERIE

Peut-être avez-vous entendu parler de la troupe «Z» ? Ils ont monté entre autre «Arthur où t'as mis les montres ?» pièce qui montrait bien les forces en présence pendant la grève des «Lip». Il y avait un effort certain sur le plan artistique qui les différencie des troupes de théâtre de militants trop souvent insuffisantes sur ce plan.

A la Cartoucherie la troupe «Z» cherche à se débarrasser de l'étiquette «théâtre militant gauchiste», qualificatif parfaitement inexact dont la bourgeoisie l'a affublée. Dans les usines occupées les révisionnistes préférèrent pour «distraire les travailleurs» programmer «La flibustière des Antilles» plutôt qu'une pièce de théâtre sur les luttes.

La troupe «Z» travaille collectivement en étroite liaison avec les ouvriers dont ils nous content l'histoire. Ils s'appuient sur un travail sérieux de recherche théâtrale et musicale (on sent les influences de Brecht et de Dario Fo par exemple). Ils font un théâtre vraiment populaire. La pièce qu'ils présentent à la

Cartoucherie est une sorte de bilan des luttes ouvrières de 1968 à nos jours.

Sous l'influence de certains courants d'idées défaitistes qui traversent la classe ouvrière, la troupe a hésité à tirer le bilan qui découlait naturellement à la fois des faits observés et des idées que les comédiens disent avoir (la petite vis dans le grand mécanisme de la révolution). René, ce personnage d'ouvrier-délégué qui se divise en deux en mai 68, et qui n'arrive plus à se «remettre en un», impossible évidemment comme l'enseigne la dialectique matérialiste, est une idée excellente. Il est dommage que la troupe n'aille pas jusqu'au bout de cette logique pour montrer la lutte entre voie bourgeoise et voie prolétarienne. L'un des deux termes de la contradiction disparaît bien à la fin mais on ne saisit pas très bien lequel. Un certain défaitisme apparaît parfois dans la pièce et un certain climat de complaisance sous le prétexte «qu'on est tous des ouvriers». Dans la réalité au contraire, les révisionnistes de la «Néogravure» à St Ouen ne se

gènent pas pour casser la gueule aux ouvriers en désaccord avec leur ligne, voir même d'appeler le chef du personnel pour faire licencier un ouvrier qui ne leur plaît pas. Les raisons de cette contradiction devraient être expliquées dans ce genre de pièce.

Ils ont néanmoins réussi à exprimer par le jeu scénique, avec beaucoup d'humour la réalité des luttes aujourd'hui. Par exemple, pour la grève de «Chausson», la violence des ouvriers, immigrés dans leur majorité, l'admiration qu'ils provoquent chez des ouvriers français, dont certains sont influencés par le révisionnisme, devant leur détermination et malgré certaines idées racistes qui subsistent. La peur du maire révisionniste devant la révolte ouvrière et les tentatives maladroites de certains dirigeants syndicaux pour briser la lutte.

Parmi quelques scènes particulièrement réussies, citons les angoisses d'Emilien Amaury, patron du Parisien libéré, inspiré d'Arturo Ui de Brecht, les scènes d'occupation du Parisien libéré avec le «Comité Inter» vu en «ombres chinoises» (à recommander aux travailleurs de la presse et du livre). Le portrait des capitalistes français, japonais et américains qui ont «leur solution miracle» à la crise. Autant de scènes satiriques qui font la joie du public populaire. A noter aussi une scène sur la dénonciation de la responsabilité des capitalistes et de leurs alliés, la médecine bourgeoise, dans les accidents du travail.

Il faut encourager les camarades de la troupe «Z» à continuer, il faut aller voir leur spectacle et discuter avec eux.

F. TUSQUES

Mercredi 14 janvier

14 H : Matinée enfantine, Le mime Duval et son limonaire, Théâtre à Bretelles, manège, goûter, spectacle.

5 francs l'entrée, tarif réduit pour les groupes.



**lutttes ouvrières et paysannes**

**la grève " nous arriverons en retard, et alors ? "**

suite de la page 1

Que faire ? Pas de métro. Pour beaucoup, ils n'iront pas au boulot, et dans le fond, cette journée de grève n'est pas trop mal venue ! D'autres se décideront à prendre leur voiture, mais ce n'est pas la course ! La Nationale 20 en direction de Paris est noire de voitures, chacun essaie de trouver la tangente, mais on ne connaît pas trop ces petites rues des villes de banlieue, et on revient de temps en temps vers la nationale, histoire de vérifier qu'on est toujours dans l'axe. Deux heures pour faire 15 bornes, les sorties du Périf complètement bouchées, ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut chercher l'air pur à Paris ! Les jeunes des lycées ne sont pas mécontents non plus de l'absence des profs. Tout le long, on en voit sortir par bandes. Non, ce matin, il y aura eu peu de gens pour se plaindre de la grève. On arrivera en retard ? Rien de grave. Dans le métro, il faut parfois attendre pas mal de temps, mais ce n'est pas la bousculade. Si la rame est pleine, on attend la suivante.

rassemblement ou manifestation. Le 5 novembre, lors de la journée de grève appelée par la CGT et la CFDT, les grévistes avaient reçu un accueil favorable et c'est d'autant plus important quand on se souvient qu'en 71, toute une campagne avait été montée par la bourgeoisie pour casser la grève à la RATP. C'est vrai que pour

Si la grève a été suivie, d'après la CGT, à 80 % sur les bus et à 60 % sur le métro, quelles perspectives a-t-elle données ? Les questions posées par de nombreux travailleurs de la RATP en novembre, leur volonté d'imposer de meilleures conditions de travail pour eux, et de meilleures conditions de transport pour les usagers, de



Sans doute que la presse bien pensante et la radio vont nous faire ce soir un noir bilan de la journée. Mais ils tomberont à côté de la plaque. C'est pourquoi on se demande pourquoi les organisations syndicales n'ont pas jugé utile de distribuer le moindre tract aux usagers, de faire le moindre

être victorieuse, une lutte dans les transports en commun, comme dans tous les «services publics» a besoin de toute la solidarité des «usagers». Mais cette fois, les grévistes sont invisibles, beaucoup sont restés chez eux, sans grande illusion sur la portée d'une telle journée, plutôt démobilisatrice, sans prolongement.

construire la solidarité avec les autres travailleurs, n'ont pas avancé hier. Comme le disaient des syndiqués CGT, la veille de la grève, ce qu'il faut, c'est une mobilisation réelle, une vraie lutte, et non une répétition de journées symboliques et démotivatrices.

Monique CHÉRAN

**MARSEILLE**

**TORTOLINI ET FARINA : organiser la solidarité**

Les travailleurs de l'entreprise de transports Tortolini et Farina en grève.

Lundi 12 janvier, les travailleurs se réchauffent autour d'un feu de bois devant l'entrée de l'entreprise : 15, boulevard de Vintimille. La conversation s'anime. La grève a commencé jeudi, après le refus du patron d'accepter les revendications : 10 % d'augmentation, prime de tonnage, 40 h payées 42 h.

«La dernière discussion au lieu vendredi matin, le patron nous a dit que ce n'était pas la peine de discuter bien longtemps et qu'il restait sur ses positions : 5 % d'augmentation au lieu de 10 %, prime de tonnage à débattre, et il refuse les 40 heures», explique un délégué CGT. Un autre s'approche du feu : «Normalement on ne devrait charger que 22 tonnes chacun et on en fait 30 ou 35 en moyenne pour 1 750 F par mois et les chauffeurs doivent aussi charger pour 1 890 F par mois, c'est pourquoi nous demandons une prime de tonnage et des augmentations de salaire».

Tous approuvent, et un autre ajoute : «Il y a 8 ou 9 mois, nous étions 14 et aujourd'hui, nous ne som-

mes plus que 8 mais nous faisons le même travail, le même rendement, il y a 2 chauffeurs pour 5 camions». «Dans la même journée, il m'arrive de toucher 3 camions», me dit l'un des chauffeurs.

Cette entreprise travaille pour 90 % avec le port de Marseille et le reste dans la région. «En plein milieu de l'après-midi, à 16 h 30 ou 17 h, le patron te dit d'aller à Vitrolles à environ 40 km et tu rentres tard à n'importe quelle heure».

Ce petit patron n'a jamais accordé une augmentation sans se faire tirer l'oreille.

«En quatre ans, c'est la troisième grève et à chaque augmentation, c'est pareil».

Devant la combativité des travailleurs, ce patron a aussitôt menacé de fermer l'entreprise car l'acceptation des revendications signifierait la faillite, mais pas de chance pour lui, les travailleurs ne le croient pas et leur problème aujourd'hui n'est pas de pleurer sur les bénéfices de l'entreprise mais d'organiser la solidarité avec le syndicat des transports CGT de la région.

Robert RIVIÈRE

**OCCUPATION A FLUO-TECHNIC (Salins)**

Une usine moderne de construction de matériel d'éclairage, construite il y a une douzaine d'années à Salins, petite ville de 4000 habitants. C'est aujourd'hui la fermeture définitive avec les lettres de licenciements du personnel pour conclure une dure année de chômage partiel. 130 ouvriers et employés y compris ceux de la direction, sans travail dans une petite ville du Jura où deux autres usines ont déjà réduit leurs horaires (28 h et 32 h). C'est pourquoi les travail-

leurs occupent leur usine depuis vendredi soir. Ils sont 80 environ, bien décidés à tenir le coup aussi longtemps qu'il faudra. Le moral est bon, les équipes bien organisées, quelques commerçants solidaires ont donné la télé et envoient le pain.

Une première solution est à l'ordre du jour : un rachat éventuel. L'occupation vise à faire pression sur les pouvoirs publics. Après, on verra... Tous sont bien décidés à sauver leur emploi. Correspondant SALINS.

**Acieries de Pompey " nous aurons notre samedi de nuit "**

Depuis cinq semaines à l'aciérie, depuis trois semaines au laminoir 550 du Ban la Dame, les ouvriers imposent leur repos le samedi soir. Malgré toutes les manœuvres de la direction, la grève du samedi 10 a été encore plus largement suivie. Des camarades grévistes se sont réunis pour écrire un article pour le Quotidien du Peuple.

A l'aciérie, on travaille en trois huit : six jours par semaine, ça nous donne droit à du repos compensateur (RH). Ces repos, on ne les prend pas comme on veut, surtout depuis 75, où soi-disant pour «éviter le chômage», on nous a forcés à prendre sur nos RH ou sur nos congés, quand il n'y avait pas assez de commandes d'après les patrons. La semaine où on est de nuit, c'est de plus en plus difficile d'avoir un RH le samedi.

Le projet des capitalistes de Pompey, c'est de mettre l'aciérie et toute l'usine en feux continus (FC) :

- en faisant passer la majorité des pontonniers en FC
- en refusant le RH le samedi pour ceux qui le demandent
- en poussant les ouvriers immigrés à cumuler leurs RH avec leurs congés annuels : venant des patrons, ce n'est

pas une faveur qu'on leur fait, mais bien une manœuvre de division.

Les ouvriers de l'aciérie et du Ban la Dame veulent leur repos le samedi de nuit, et ils ne veulent pas des feux continus. Pour avoir repos le samedi, le meilleur moyen, c'est de le prendre. C'est ce qu'on a décidé avec la section CFDT : «On reste à la maison le samedi soir». Ça fait mal au patron, il n'y a pas de production qui sort, et nous, chacun, on ne perd qu'un peu toutes les trois semaines.

On est tous décidés à tenir le coup le temps qu'il faudra (...). Pour éviter cette extension, les patrons essayent de remplacer les grévistes par des non-grévistes qui restent, et de renvoyer une partie des non-grévistes et les FC, pour les monter contre les grévistes. Le droit de grève est ainsi remis en cause.

Mais cela montre bien aussi que les patrons ont peur que les luttes se développent. Ils ont déjà repris le chantage à la crise dans toute l'usine contre les grévistes «irresponsables». Il paraît que notre grève remet en cause «la politique que, malgré les pires difficultés, nous avons pu pratiquer en 1975», comme dit le directeur de Pompey. Cette «politique», c'est le chômage déguisé, l'intensification du travail (ayant causé encore deux accidents graves récemment), et le blocage des salaires etc...

On l'aura, notre samedi de nuit, on mène la lutte avec la section CFDT. La section CGT, on ne la voit pas. L'an dernier, ce sont ses dirigeants qui ont poussé les pontonniers à accepter les feux continus, certains ayant refusé. Ce qu'il faut, c'est renforcer l'unité des trois équipes, faire connaître la lutte dans toute l'usine (ce qui a commencé avec un tract du PCR) pour mettre dans le coup ceux qui sont concernés par le samedi de nuit, et aussi les FC, chez qui la revendication de la cinquième équipe est très populaire.

**viticulteurs PREMIÈRE RENCONTRE CRAV-CGT**

Ce lundi 12, des représentants du comité régional d'action viticole et de la CGT se sont rencontrés. Voici ce que nous en a dit un responsable du CRAV, présent à cette rencontre.

Les responsables du CRAV se sont tout d'abord réunis entre eux pour décider de l'attitude à adopter lors de la rencontre avec le gouvernement de mercredi, et d'un certain nombre d'actions :

- lettre à tous les viticulteurs pour leur faire soutenir l'action du CRAV ;
- dès le 15 janvier, levée des feuilles d'impôt ;
- non paiement des annuités du Crédit Agricole, et paiement de la TVA à 7,5% au lieu des 17,5% que s'obstine à maintenir le gouvernement. Toutes ces mesures seront maintenues tant que le prix du degré hecto ne sera pas



porté à 12,50F (au lieu de 10 en moyenne).

Puis s'est tenue la réunion avec la CGT, où le principe d'actions communes a été retenu, plus précisément d'une manifestation commune au niveau régional. La date du 6 février qui a été avancée est en fait soumise à la discussion qui doit se tenir avec CFDT et FEN vendredi.

D'autres organisations seront aussi contactées, par exemple la CGC agricole, Force Ouvrière, des organisations de consommateurs... La CGT en sera exclue.

Cette réunion dans le sens de l'unité entre ouvriers et paysans, c'est ce qui en fait l'importance. Corr. Marseille

**Usinor Dunkerque : un premier recul de la direction**

La lutte des travailleurs des hauts fourneaux, à Usinor Dunkerque, vient de remporter une première victoire. La direction a dû reculer sur la question du chômage. Les deux hauts-fourneaux en activité auront leurs équipes complètes (ce qui représente 120 ouvriers) et les autres (400) seront employés au nettoyage. La direction a cédé rapidement notamment pour des raisons économiques, les arrêts et remises en route successifs des hauts fourneaux les détériorant. Première victoire, donc, mais tout n'est pas réglé pour autant : les révisionnistes se sont opposés à l'élargissement du conflit sur les autres secteurs, notamment sur les aciéries et le train à bande.

Aujourd'hui les révisionnistes tentent de dissimuler la victoire des hauts fourneaux. Le chômage est encore maintenu dans tous les autres secteurs y compris pour les travailleurs en formation extérieure, ce qui démontre bien la volonté de la direction «d'économiser» au maximum sur les salaires. Mais les travailleurs ne sauraient en rester là. Ils sauront écarter les révisionnistes de leur chemin. C'est la condition pour aller encore plus loin.

**Chantiers de France**

La section CGT de l'entreprise, dans un communiqué à la «Voix du Nord» dénonce la politique du patron qui vise à n'embaucher que le nombre d'ouvriers nécessaires au travail au jour le jour. Sait-on que les travailleurs, qui sont en 2x8 depuis deux mois environ, ne savent même pas de quelle équipe ils sont ? Un jour, ils travaillent le matin, le lendemain, ils peuvent être de l'après-midi, au bon gré de la direction. On n'est pas loin du chômage à la carte ! Ripostons à ces tentatives de réduire notre pouvoir d'achat, sous prétexte de «nouvelle croissance» !



SAHARA OCCIDENTAL de notre envoyé spécial G. CARRAT

# Le sahara indépendant créé par le peuple

fin de notre reportage.

## Mohamed Ould Zaïou

PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL PROVISOIRE SAHRAOUI

**notre tâche est d'organiser un Etat**

Le président Zaïou, comme Ahmed Ould Kaïd, a participé à l'armée de libération nationale avant d'organiser le mouvement avec Bassiri, puis de participer à la création du Front. Lorsque nous le rencontrons, il rentre de Mahbes où le 30 décembre s'est tenue la première réunion du Conseil National Provisoire Sahraoui. Ce conseil avait été désigné le 3 décembre par une Commission Nationale de 450 membres composée de chefs de tribus membres de l'ex-Djemaa, notables, ainsi que de militants du Front. La Commission, en accord avec le Front, avait choisi les 41 membres. «Aujourd'hui, ce sont tous les membres du Front, car on ne va pas aller chercher des traîtres pour représenter le peuple alors que le Front lui-même est très large», affirme le Président qui précise : «Le Conseil n'est pas formé essentiellement d'anciens membres de la Djemaa, au cours de cette première réunion, le Conseil National, a mis en place

des commissions dans chaque domaine : défense, intérieur, extérieur, santé, travaux publics, enseignement, information. Il a également désigné un Conseil de membres pour aider à l'administration générale. L'autre tâche maintenant est de mettre en place toutes les structures d'un Etat qui seront la base pour la nomination d'un gouvernement provisoire. C'est là un premier pas vers la réalisation de l'indépendance. Il n'y a rien de décisif dans la proclamation de l'indépendance elle-même. Ce qui est décisif, c'est ce qui se passe au niveau réel dans le pays. Avant, le bureau politique du Front s'occupait de façon très efficace de l'administration, et maintenant nous passons à une échelle plus grande avec les nombreux camps. Nous devons organiser systématiquement un Etat.

**IL FAUT RENSER LA TRADITION POUR PARTICIPER A LA RÉVOLUTION**

« Avec une seule main, il est impossible d'applaudir. Si l'homme sahraoui est militant, la femme sahraouie doit être militante. Si l'homme sahraoui est milicien, la femme sahraouie doit être milicienne ».

La femme qui parle s'adresse aux autres femmes, et aux hommes aussi, qui sont rassemblés ici. Les femmes sont largement responsables de la mobilisation dans les camps, où elles sont très nombreuses puisque les hommes sont au combat. Certaines d'entre elles ont déjà perdu la vie dans ces combats comme à la Guera. Mais la plupart restent à l'arrière où elles organisent la vie, s'occupent des enfants, vont à l'école, apprennent le maniement des armes. « Le mouvement des femmes a commencé en 1966 » nous dit Anich. Elle est responsable de l'Union des Femmes au camp de Bousmaha « je n'ai pas le courage de rappeler les tortures qu'ont subies là-bas ceux qui étaient suspects. Je suis partie avec ceux qui ont fui la répression et je suis là maintenant depuis trois mois. » Son mari a rallié le Front en 1973, elle n'en avait pas eu de nouvelles avant d'arriver ici. « Les femmes se sont trouvées au premier rang des manifestations ; actuellement certaines sont au combat. La femme participe à l'administration, à l'enseignement ; elle participe à la prise de conscience révolutionnaire du peuple ». Devant la classe des femmes, un groupe discute avec nous : « Des hommes s'occupent ici de l'entretien du camp ; pendant ce temps nous allons à l'école. Si la tradition nous empêche de participer à la Révolution, il faut renverser la tradition ». Et les enfants ? « Ils sont organisés dans un campement qui leur est réservé. Pour les tous petits, les vieilles femmes qui ne peuvent pas travailler les gardent quand c'est nécessaire. S'ils doivent têter, on leur donne un biberon. Ainsi nous pouvons participer à la Révolution : nous avons besoin de toutes les forces pour vaincre. Et nous sommes prêtes à sacrifier même notre vie ». Partout les femmes sahraouies marquent de leur combat propre l'édification du Sahara indépendant.

Dans le soleil couchant, quelques ordres brefs, puis le silence. Tout le camp est réuni en carré autour du drapeau, à l'entrée du camp, dans un repli de terrain : des rangées compactes de femmes ; des rangs d'enfants de différents âges ; des rangs

très clairsemés : des hommes, qui ne sont ici que quelques-uns pour aider à la marche du camp. Dans le silence total, tous sont immobiles ; le drapeau est amené par deux miliciens. Demain à 7 h 15, une cérémonie identique pour l'envoi des couleurs. Dans tous les camps du pays, matin et soir, on envoie les couleurs sahraouies. Auparavant, des miliciennes ont fait l'exercice en chantant l'hymne sahraoui.

La lutte de libération nationale a tout transformé. Avant, le peuple sahraoui était dominé, maintenant, dans cette simple cérémonie, il affirme sa souveraineté, son indépendance dans les camps qui sont les bases de la lutte de libération.



## Les soldats de l'armée populaire et la France

« Il y a deux pays d'Europe dont les noms resteront inscrits là, dans ma tête. Je me souviendrai toujours de ce qu'ils ont fait à mon pays : c'est la France et l'Espagne », nous a dit Ahmed Boulkaï quand nous le rencontrons pour la première fois. A deux heures de land-rover de là, sur la route de Mahbes, les soldats d'un poste de l'Armée populaire discutent avec nous autour d'un feu.

« Pourquoi, quand Franco a assassiné 5 révolutionnaires, tous les pays d'Europe ont-ils bougé, et pourquoi ne s'est-il rien passé quand l'Espagne a vendu notre pays ? »

« Le gouvernement français a intérêt à présenter cela comme une affaire entre l'Algérie et le Maroc, à nier l'existence du peuple sahraoui. »

« Mais votre gouvernement est bien placé pour nous connaître, pour savoir que nous existons. Partout sur cette terre et en Mauritanie, il y a des tombes des soldats français venus pour nous soumettre. Nous n'oublierons pas qu'il soutient aujourd'hui nos agresseurs. »

Lorsque nous rencontrons un convoi de l'ALP, un soldat m'interpelle : « Toi, je te connais, nous nous étions rencontrés à Paris » où il était ouvrier, alors qu'il regagnait le Sahara avec d'autres travailleurs. « Nous sommes tous dans l'armée populaire aujourd'hui », me dit-il, « nous devons combattre contre des gens qui portent des armes françaises. Vous devez les dénoncer ».

## LE PEUPLE SAHRAOUI EN POSSESSION DE SON TERRITOIRE

En pleine nuit, dans la région de Difareti, un homme armé surgit dans les phares. Notre land-rover doit s'arrêter, notre guide discute avec lui. Bientôt, ils sont plusieurs à discuter autour des jeeps : « la milice qui garde le camp nous invite à manger », rapporte notre guide. Le jour comme la nuit, nous rencontrerons ces postes de garde qui surveillent toutes les pistes de la zone libérée ; il est impossible de s'y échapper. Le village de Difareti a été complètement évacué, seule l'armée populaire y stationne car c'est une cible possible pour les attaques ennemies. Les habitants sont maintenant dans un camp organisé comme celui-là. Le camp où nous sommes est à quelques kilomètres du village ; il n'y a que deux jours qu'il a commencé à s'installer : il reçoit des gens venus de Mehriz ; le camp était trop important et le Front a décidé de le disperser. Cela permettra que la population occupe et contrôle de nouveaux points du territoire.

Bien qu'il n'existe que depuis deux jours, le camp est déjà organisé, l'école fonctionne, les commissions économique, formation politique, santé, enseignement, qui sont l'ossature de l'administration des camps, sont en place. Les organisations de masse, l'Union des Femmes Sahraouies aussi. La milice veille.

## PATROUILLES DE NUIT

« Si vous quittez votre

tente vous serez arrêtés par la milice » nous avertit-on dès le premier soir. Au camp de Nasr, un jeune milicien d'une quinzaine d'années, accepte d'être accompagné dans sa patrouille. Armé d'une MAT 49, il circule dans le camp sans lumière. Personne n'est hors des tentes. Pendant ce temps, tout autour du camp, des postes de l'armée populaire surveillent le désert.

Au travers de toutes les mesures prises pour mener la guerre, au travers de la mobilisation de toute la population, le peuple sahraoui crée un véritable Etat qui administre le territoire, organise toute l'activité de la population, un Etat dont l'assise est le peuple en armes pour défendre son pays.

## NOUS DEVONS NOUS ARMER POLITIQUEMENT

La quasi totalité des hommes sont au Front, armés. Mais autour du drapeau, dans le camp Nasr, au cours de l'assemblée générale, tous ceux qui ont des armes les portent avec eux. Beaucoup d'anciens portent le MAS 36 à la bretelle : « Autrement on se battait bien et ces jeunes ont encore à en apprendre ; mais ils sont forts » dit-il en désignant les jeunes, les femmes qui portent des MAT 49.

Le problème en discussion aujourd'hui est exposé par le responsable de la commission formation politique, écouté attentivement par tous. « Nos voisins veulent

s'emparer de notre pays. Nous avons quatre ennemis : le roi du Maroc, Ould Daddah, l'Espagne et la France. Pour vaincre, nous n'avons qu'une solution : compter sur nous-même, unifier nos idées ». Une femme se lève et va d'un groupe à l'autre de l'assemblée, s'adressant tour à tour aux hommes, aux femmes, aux enfants ; plusieurs femmes donneront ainsi leur avis sur la situation.

## notre art a évolué

« O gens de notre peuple, l'histoire nous appelle pour faire notre devoir L'unité de la nation nous donne notre force Des féodaux revendiquent notre pays Mais nous ne nous soumettrons pas Nous sommes unis contre la réaction jusqu'à la victoire de notre Révolution populaire ...Et tu verras comme nous serons heureux dans notre République »

Un groupe de femmes chantent « vive l'unité nationale ». Sans doute les mots hassani, la langue sahraouie, ont-ils eu plus de force que les mots de notre traduction. Une femme seule chante un vers en rythmant la mélodie sur une simple tebal, sorte de tambour traditionnel sahraoui ; les autres reprennent en cœur, puis la femme chante le vers suivant. C'est la forme traditionnelle de la chanson dans le Sahara.

« Avec la Révolution, notre art a évolué parce que les choses ont changé. Avant, la chanson était surtout sentimentale, égoïste, tournée vers les problèmes de chacun. Maintenant, elle raconte la vie du peuple. Chaque étape de notre Révolution fait l'objet de chansons ; ainsi ceux qui combattent ont une plus grande ardeur, les masses sont plus mobilisées ».

Un comité est chargé de collecter, de populariser et de créer de nouveaux chants ; chacun peut proposer une chanson qui sera discutée en assemblée. La lecture du journal « Bahame », organe du Front, peut être le point de départ d'une chanson éventuelle après une discussion en assemblée. C'est la lutte pour que naisse une chanson nouvelle, mais toujours sahraouie et révolutionnaire.



IRAN : dans les usines

Tarradj, Ali, Mohamad, Parvin, trois garçons et une fille de l'Union des Etudiants Iraniens nous ont parlé de la situation dans les campagnes iraniennes. Aujourd'hui, ils nous parlent de la situation de la classe ouvrière.

Le Quotidien du Peuple : Tu parlais des usines tout à l'heure ?

— Ali : Oui, les conditions de travail sont terribles ; légalement, on n'a pas le droit de faire plus de 8 h par jour, mais pour s'en sortir les ouvriers doivent faire 14 ou 15 h et jusqu'à 16 h dans les ateliers de tapisserie.

— Parvin : Il faut parler du travail des enfants. Ils sont surtout utilisés dès l'âge de 5-6 ans dans les manufactures de tapis à cause de la finesse de leurs doigts ; les conditions de travail y sont épouvantables, les ouvriers doivent travailler dans des positions qui entraînent des malformations du bassin, des os. Pour la bonne qualité des tapis, on doit éviter de les exposer à la lumière du soleil, ce qui fait que de très nombreux ouvriers deviennent aveugles ou sont atteints de tuberculose.

— Mohamad : L'industrie du tapis est essentiellement tournée vers l'exportation ; elle rapporte des sommes énormes.

QdP : Il y a d'autres sortes d'industrie en Iran...

— Tarradj : Bien sûr, les impérialistes installent des industries qui ne pourraient pas marcher en occident parce que les ouvriers refuseraient. Ainsi, il y a une usine d'aluminium à Arak où l'on a estimé que les ouvriers ne pouvaient pas tenir plus de 2 ans à cause de la pollution. La bauxite vient de l'étranger et l'aluminium repart vers l'étranger, le seul avantage pour les capitalistes à s'installer en Iran, c'est les conditions d'exploitation de la main d'œuvre.

C'est pareil pour les centrales nucléaires : les pays comme la France et les USA utilisent l'Iran pour expérimenter leurs techniques, sans même respecter leurs propres mesures de sécurité.

QdP : Il y a aussi l'extraction des matières premières, du pétrole...

— Ali : Là non plus, l'exploitation ne perd pas ses droits.

On a déplacé des milliers d'ouvriers pour monter la grande raffinerie d'Abadan ; au début, ils avaient un statut assez privilégié, mais aujourd'hui, il y a des licenciements massifs.

"5 minutes de retard c'est de la subversion"



QdP : Un tel système d'exploitation ne peut reposer que sur une répression féroce. Pourriez-vous en parler ?

— Parvin : Dans les usines, il n'y a qu'un seul «syndicat» jaune dirigé par d'ex-militaires retraités. Son rôle principal est d'empêcher à la racine toute sorte d'organisation des travailleurs. Par exemple, on contrôle très sévèrement les absences. Un simple retard de cinq minutes, s'il est régulier sera considéré comme la preuve d'une activité subversive.

— Tarradj : Ce contrôle est étendu aux universités où il y a aussi des gardes armés. Le Chah tente de l'instaurer aus-

si à la campagne : les «maisons de justice», elles aussi tenues par des militaires en retraite, ont pour but de contrôler toute l'activité des paysans, sous couvert de les aider dans leurs formalités juridiques et administratives.

— Mohamad : On utilise même les enfants ; la SAVAK leur demande à l'école de remplir des questionnaires sur les activités de leurs frères et sœurs.

— Ali : Bien sûr, pour les perquisitions, inutile de parler de mandat d'arrêt ou autres, il n'y a aucune protection juridique et on a le droit de tirer à vue sur un suspect.

— Parvin : Il y a aussi la drogue : la bourgeoisie cherche à abrutir surtout la jeunesse en répandant l'usage de la drogue, ce qui a l'avantage de lui rapporter.

QdP : Dans ces conditions, on imagine combien il doit être difficile de lutter.

— Tarradj : Pourtant, toutes les couches du peuple entrent peu à peu en lutte. Les besoins des ouvriers sont tels qu'ils sont prêts à tout pour obtenir leurs revendications. Il y a de plus en plus d'occupations d'usines, de séquestrations, bien que les grèves finissent souvent avec des morts. Aussi les ouvriers inventent de nouvelles formes de lutte, par exemple, pour éviter la répression sur les délégués, ils font des délégations massives ; ils organisent des assemblées générales en s'enfermant dans des ateliers plongés dans le noir.

— Mohamad : Ces formes de lutte sont encore embryonnaires, mais elles témoignent d'un début d'organisation du mouvement ouvrier et les organisations révolutionnaires s'attachent à les faire connaître.

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a maintenant 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

PLUS D'UN SIÈCLE DE LUTTE DANS LES MINES

JUIN 41: VICTOIRE CONTRE L'OCCUPANT NAZI

Contre la grève des mineurs, c'est la répression impitoyable. Dans les corridors, les patrouilles de gendarmerie circulent et attaquent tout rassemblement. Des centaines d'hommes et de femmes sont arrêtés, 94 internés, 244 déportés. Les mouchards livrent des mineurs dont certains sont condamnés à plusieurs années de travaux forcés.

Pour démoraliser les mineurs, la presse aux ordres de l'occupant laisse entendre que le charbon ne manque pas, que la grève n'est pas efficace et qu'on envisage même que des jours soient chômés. Les syndicats réformistes qui marchent avec le régime de Vichy, désavouent la grève et proclament que seuls, eux, par leur influence, peuvent obtenir quelques améliorations.

Malgré tous ces obstacles, la grève ne faiblit pas.

elle est presque totale dans tout le bassin. On tient souvent le ventre vide, car les maigres suppléments d'alimentation accordés aux mineurs ont été supprimés avec la grève.



Les nazis et les compagnies minières doivent reculer, en accordant aux mineurs des augmentations de salaires, un meilleur ravitaillement. C'est une victoire. La plus grande victoire des mineurs, c'est la perte qu'ils ont infligée à la machine de guerre ennemie : lorsqu'ils reprennent

le travail, le 9 juin, après l'avoir décidé d'un commun accord, plus d'un demi-million de tonnes de charbon ont été perdues pour les nazis. La grève des mineurs a aussi une valeur d'exemple, elle montre à toute la classe ouvrière qu'il est possible de déclencher de puissants mouvements de masse qui permettent d'imposer la satisfaction des revendications tout en paralysant la machine de guerre ennemie.

A Bruay-en-Artois, où la grève se poursuit jusqu'au

UN PUISSANT ENCOURAGEMENT AU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉSISTANCE

La lutte armée contre l'occupant ne va cesser de se développer au lendemain de cette grève. Douze jours après la fin de la grève, l'attaque lancée par Hitler contre l'URSS va se heurter à une héroïque résistance. C'est un puissant encouragement au développement de la Résistance en France même. Les mineurs du Pas-de-Calais forment leurs groupes de FTP, sous la direction de

Debarge, 31 ans, d'innombrables sabotages réussis à son actif, déclare le 11 avril 42 : «Nous devons nous attaquer directement aux soldats allemands... Il faut que je m'entraîne avec acharnement à cette forme de lutte directe... Je devrai vaincre l'inquiétude des camarades qui se disent : chaque fois que nous tirons des Allemands, des otages le paient de leur vie... si nous descendons des nazis, ils fusilleront nos copains en prison, moi j'y ai mon père... Eh bien, on verra qui cédera les premiers, les nazis ou nous. Il y en a deux de garde sous le pont Césarine. Que ceux qui veulent venir me suivent, sinon j'irai seul...». C'est la réplique du pays minier à l'heure où de Gaulle, à la radio de Londres, ordonne de «ne pas tuer de soldat allemand». Pour se battre, les mineurs utilisent aussi les syndicats légaux en y imposant leur cahier de revendications.

D'autres grèves vont se succéder dans la corporation minière, dont celle de 1943. Le 24 août 1944, la grève insurrectionnelle est déclenchée dans le Nord-Pas-de-Calais. Les FTP, les FFI, les milices patriotiques pourchassent jour et nuit les troupes allemandes qui battent en retraite. Dans les puits de mines, des comités de défense constitués par les mineurs veillent à ce que les troupes ennemies ne détruisent les puits de mines au cours de leur retraite.

(à suivre)

programme

MERCREDI 14 JANVIER

TF 1

18 h 15 - A LA BONNE HEURE La presse, et les jeunes

18 h 45 - POUR LES JEUNES

19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES

19 h 45 - LA VÉRITÉ TIEN A UN FIL d'après M<sup>e</sup> Floriot

20 h 00 - JOURNAL

20 h 30 - MARIE-ANTOINETTE

22 h 05 - MEDECIN ET FOOTBALL

23 h 05 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL

19 h 20 - ACTUALITÉ REGIONALES

19 h 45 - Y'A UN TRUC

20 h 00 - JOURNAL

20 h 30 - C'EST-A-DIRE Opération Concorde

23 h 05 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 40 - TRIBUNE LIBRE

19 h 55 - FLASH JOURNAL

20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX

20 h 30 - HOMMAGE A MARCEL PAGNOL Le schpountz film

22 h 40 - JOURNAL et fin

NOTRE SÉLECTION

A 2 20 h 30 « C'EST A DIRE » OPÉRATION CONCORDE

Pour cette émission de circonstance destinée à appuyer la campagne de promotion du Concorde, J.M. Cavada a invité des pionniers de l'aviation.

Jean-René Lefebvre qui sauva l'aviateur Guillaumet en 1930 dans les Andes, et qui participa à l'implantation des premières escales en Afrique.

Léon Antoine, ancien de l'Aérospatiale, habitué des lignes sud américaines

Jean Dabry, ancien compagnon de Mermoz, il fit avec lui la première traversée de l'Atlantique sud.

Jean-Gérard Fleury, journaliste spécialisé dans l'aéronautique, lui aussi ancien de l'Aérospatiale.

Le reportage sur ces quatre hommes, excellents pilotes qui firent certainement progresser l'aviation, mais pour le plus grand profit de l'impérialisme français, sera suivi par un débat économique et politique sur : «Concorde ». Devraient y participer Cavallé, ministre des transports, le général Mitterrand, nouveau promu directeur de la SNIAS et frère du politicien du même nom, Giraudet PDG d'Air France et John Glenn, un des premiers cosmonautes américains. Il est inutile de dire que les travailleurs de l'aéronautique ne seront pas invités.



# Dans Madrid en grève : heurts violents avec la police

(DE MADRID PAR TÉLÉPHONE)

La journée de grève décidée hier à Madrid aura été une étape dans les luttes intenses déployées ces derniers jours par les travailleurs espagnols.

Dans les zones de Villaverde et Getafe, secteurs ouvriers particulièrement concernés par l'appel, la rue n'a cessé de voir les manifestations populaires. A Getafe, dès huit heures du matin, des piquets où les ouvriers se rassemblaient dans l'unité avec des femmes, des enseignants, des jeunes, ont parcouru rues et marchés, appelant à la grève, en sorte qu'une demi-heure plus tard, toute la population les avait rejoints dans la rue. Marchés et écoles ne fonctionnaient pas.

Cependant à Villaverde les travailleurs de Ruedalsa, de Hierros Madrid, et d'autres entreprises, ont débrayé, rejoignant ceux de Standard et Chrysler, en grève depuis plusieurs jours. Une manifestation de plusieurs milliers d'entre eux a parcouru les rues dans la matinée.

L'après-midi, les travailleurs de ces deux zones ont convergé en manifestation vers le centre de Madrid. Dans la soirée, la police a chargé les manifestants avec une rare violence, usant massivement de gaz lacrymogènes et de bombes fumigènes qui obscurcissaient l'atmosphère. Cependant que les masses ont persisté à manifester, lançant des slogans, affrontant la police à de nombreuses reprises.

En même temps, dans la ville d'Aranjuez, la grève continue chez Lever et s'est étendue à Penicilino et Elsa. A Alcala de Henares, quatre entreprises de la métallurgie sont en grève, cependant que les associations de voisins, les clubs de jeunes, entrent dans la lutte : une manifestation a eu lieu, aux cris de «Vive les Commissions Ouvrières!»

Dans la métallurgie, 5 000 travailleurs de l'usine Pegaso ont été expulsés par la police, lors d'un débrayage pour la libération des détenus politiques. Des arrêts de travail ont eu lieu dans de nombreuses entreprises, et le pouvoir recourt en riposte à des licenciements massifs, comme à Werch, où les 540

travailleurs ont été mis à la porte.

Dans le bâtiment la grève est totale dans plusieurs zones, rassemblant plus de 60 000 ouvriers à Madrid, pour la journée de lundi. Les chauffeurs de taxi, les pos-



tiers, se sont réunis pour examiner les formes de lutte pour ces prochains jours.

Chez les étudiants, des assemblées ont eu lieu dans plusieurs facultés de l'université Complutense. Des milliers de jeunes brutalement

dispersés par la police, y ont acclamé les leaders ouvriers venus prendre la parole, criant : «Unité des travailleurs et des étudiants».

Le développement de ces luttes ne se fait pas sans contradictions entre le point

de vue révolutionnaire et le point de vue révisionniste. Le déroulement de la préparation de la journée de lundi en est un exemple frappant. A Villaverde, au cours d'une réunion unitaire, deux courants se manifestent : les partis et organisations réfor-

mistes et révisionnistes n'approuvent pas la proposition des révolutionnaires, partisans de l'appel à la grève générale. Devant cette attitude, les révolutionnaires lancent un appel à la grève le vendredi. Ce jour-là de 15 à 20 000 travailleurs se prononcent à main levée pour un oui à la grève générale. Malgré cela, les autres partis et organisations, réunis le lendemain, ne veulent pas clairement appeler à la grève générale. Finalement un accord unitaire se fait et dans le courant de la nuit, un appel commun est lancé pour la grève générale à Villaverde les 13, 14 et 15. L'appel de l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs envisageait une grève générale ou des luttes partielles, selon les zones, dans tout Madrid. Les autres organisations et partis soutiennent l'appel commun pour Villaverde. Quant à l'extension à tout Madrid, tous ne l'appuyèrent pas.

## LA PALESTINE A L'ONU

SUITE DE LA UNE

Cependant il y a fort à parier que le Conseil de Sécurité, en invitant l'OLP à participer à ses travaux, ne visait pas, au moins pour certains de ses membres tels que l'URSS, à permettre au peuple palestinien de mener à bien sa lutte de libération.

En particulier, les déclarations se sont multipliées

ces derniers jours, qui «refusent toute modification des résolutions 242 et 338», en particulier en provenance de l'Égypte. Les tentatives pour réunir sur cette base la conférence de Genève s'étant précisées en même temps, on peut comprendre l'inquiétude qu'ont manifestée certains courants de la Résistance, comme le

Front Populaire de Libération de la Palestine. Son porte-parole, Bassam Abou Sharif, a déclaré récemment qu'il fallait boycotter cette conférence «fondée sur une entente préalable prévoyant qu'Israël sera reconnu dans des frontières sûres et qu'il sera mis fin à l'état de guerre entre cet Etat et les régimes arabes».

## les résolutions de l'O.N.U.

LA RÉSOLUTION 242 (novembre 1967)

«1) Affirme que l'accomplissement des principes de la charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

a) Retrait des forces armées israéliennes (1) des territoires occupés lors du récent conflit ;

b) Cessation de toutes assertions de belligérences ou de tous états de belligérence et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque Etat de la région, et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de

menaces ou d'actes de forces ;

LA RÉSOLUTION 338 (octobre 1973)

«2) Demande aux parties intéressées de commencer immédiatement après le cessez-le-feu à appliquer la résolution 242 (1967) dans toutes ses dispositions ;

LA RÉSOLUTION 3236 (novembre 74)

«1) Réaffirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris :

a) Le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure ;

b) Le droit à l'indépendance nationale et à la souveraineté ;

«2) Réaffirme également le droit inaliénable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et leurs biens d'où ils ont été déplacés et déracinés, et demande leur retour ;

3) Insiste sur le fait que le respect total et la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien sont indispensables au règlement de la question de Palestine ;

4) Reconnaît que le peuple palestinien est une partie principale à l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient ;

«5) Reconnaît en outre le droit du peuple palestinien à recouvrer ses droits par tous les moyens conformément aux buts et principes de la charte des Nations-Unies ;

## CONFÉRENCE DEL'OUA

### Intervention de K. KAUNDA président de la Zambie

(extraits)



Tout en rendant hommage au MPLA et en rappelant la longue histoire de son soutien à ce mouvement, Kenneth Kaunda président de la Zambie a déclaré au cours des débats du sommet de l'OUA : «Je veux souligner que la préférence pour un mouvement n'écarte pas et ne doit pas écarter les autres mouvements de la gigantesque tâche de reconstruction nationale. Nous ne pouvons pas faire comme s'il n'y avait pas trois partis politiques en Angola. Ce serait nous tromper nous-mêmes. Le fait que chacun d'entre eux soit idéo-

logiquement inacceptable, pour l'un ou l'autre des Etats membres de l'OUA ne rendent pas leur existence nulle et non avenue... «C'est la première fois dans l'histoire de l'Afrique indépendante que des milliers de soldats non africains et un équipement militaire lourd sophistiqué ont été introduits dans le but d'installer au pouvoir un parti politique et pour servir des intérêts hégémoniques. C'est un phénomène extrêmement dangereux qui constitue une grave menace pour tout le continent et pour l'unité de l'Afrique...»

Condamnant aussi bien l'intervention soviéto-cubaine que celle des racistes sud-africains, il a dit : «Le soutien aux mouvements de libération ne doit pas être une excuse pour des entreprises hégémoniques en Afrique. De ce point de vue, nous devons tirer des leçons du soutien de la République Populaire de Chine. L'OUA a demandé l'aide de la Chine, elle l'a donnée volontiers, mais la Chine n'a pas tenté d'imposer sa volonté aux peuples d'Afrique».

## Guerre de la morue en Islande

La guerre de la morue en Islande vient de franchir une nouvelle étape. Le gouvernement islandais avait décidé de porter depuis l'automne la limite de ses eaux territoriales à deux cent milles marins (325kms), pour pouvoir protéger la pêche qui est leur seule ressource naturelle.

Les navires anglais, passant outre cette nouvelle réglementation, étaient arraisonnés par les bâtiments islandais à plusieurs reprises. Le gouvernement anglais se refusant à respecter la décision islandaise et continuant à provoquer des incidents, le 12 janvier le gouvernement islandais a menacé de se retirer de l'OTAN au cours d'une réunion du Conseil de l'OTAN convoquée à sa demande. Une telle menace, si elle devenait effective, remettrait en cause la base de surveillance aéronavale que les Etats-Unis ont installé au titre de l'OTAN.

## URSS : le pain manque

Après la récolte catastrophique de cette année, particulièrement en blé, inférieure de 80 000 000 de tonnes aux prévisions, le pain commence à faire défaut dans certaines provinces d'URSS. Le journal soviétique «Selskaya Jizn» rapporte que des travailleurs ont protesté dans plusieurs villes contre l'impossibilité de trouver du pain dans les magasins. Cette situation les conduit à quitter la campagne pour les villes qui pour l'instant sont mieux approvisionnées.

## des Américains bien tranquilles...

«Libération» dans son numéro du 13 janvier a publié la liste de 32 agents de la CIA en poste à Paris dans les locaux de l'ambassade des Etats-Unis. On y apprend qu'une bonne partie de ces espions américains sont des spécialistes de la subversion US en Amérique Latine, certainement chargés de la surveillance des très nombreux réfugiés que les coups d'Etat ou la répression fomentée par la CIA ont chassés de leur pays ; une autre partie est composée de spécialistes du Moyen Orient, sans doute chargés d'obtenir des renseignements sur la politique de l'impérialisme français d'entente avec les pays pétroliers. La presse bourgeoise ne manque pas d'attaquer cette initiative de «Libération» sous prétexte qu'elle pourrait causer l'assassinat de membres de la CIA comme en Grèce où le responsable aurait été tué parce que son nom avait été divulgué. Il est bien évident que le nom des agents de la CIA est assez largement connu par tous leurs ennemis pour qu'ils n'aient pas à le chercher dans la presse. Comme je disais d'ailleurs un journaliste de Libération à Europe 1 hier à midi, les agents de la CIA à Paris ne font guère qu'un travail de routine.

# EN HOMMAGE AUCAMARADE CHOU EN-LAI RASSEMBLEMENT DEVANTLEMUR DESFÉDÉRÉS

(JEUDI 15 JANVIER, 12 h 30 - PLACE GAMBETTA)

C'est jeudi 15 janvier que seront célébrées à Pékin les obsèques du camarade Chou En Lai, vice-président du Parti Communiste Chinois, premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République Populaire de Chine. Ce jour-là, le peuple chinois rendra un ultime hommage à ce dirigeant communiste qui, pendant plus d'un demi-siècle a mis toute son énergie révolutionnaire au service de son peuple, du prolétariat international et de la révolution mondiale.

A Paris, les travailleurs, les amis de la Chine, les Communistes marxistes-léninistes se rassembleront devant le Mur des Fédérés au cimetière du Père Lachaise, haut-lieu de la Commune de Paris, première révolution prolétarienne de l'histoire, pour honorer la mémoire de ce grand dirigeant du Parti Communiste Chinois.

Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) appelle les travailleurs de la région parisienne à ce rassemblement, et demande au peuple de notre pays de s'associer partout en France à l'ultime hommage rendu par le peuple Chinois, témoignant ainsi ce jour-là son admiration pour l'action révolutionnaire du camarade Chou En Lai, et la force qu'il puise dans son exemple.